



Centre des Politiques de la Terre

# CIVIC ACT2

# MOBILISATIONS COLLECTIVES, POLITIQUES PUBLIQUES ET INÉGALITÉS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES

Le projet de recherche CIVIC ACT 2 interroge les relations entre inégalités socio-environnementales et mobilisations sur les territoires métropolitains du Grand Paris dans l'optique d'une transition juste, qui associe justice sociale et justice environnementale.



## Axe politiques environnementales

### Nathalie BLANC



Directrice de recherche au CNRS et directrice du Centre des Politiques de la Terre, Nathalie Blanc travaille sur la nature en ville, l'esthétique et les mobilisations environnementales

### Jean CHICHE



Docteur en statistiques mathématiques. Ingénieur de recherches CNRS au CEVIPOF. Ses recherches portent sur le comportement électoral et les élections, la méthodologie et les statistiques (analyse géométrique des données)

## Membres associés :

Eléonore GENEST  
Diego ANTOLINOS-BASSO  
Martial FOUCAULT  
Caroline GALLEZ  
Hugo ROCHARD

## Publications :

Blanc, N., Gallez, C., Genest, E., 2023, CIVIC ACT 2 - Action publique locale et mobilisations collectives dans le Grand Paris : vers de nouveaux modèles d'action, RERU, en cours de révision.

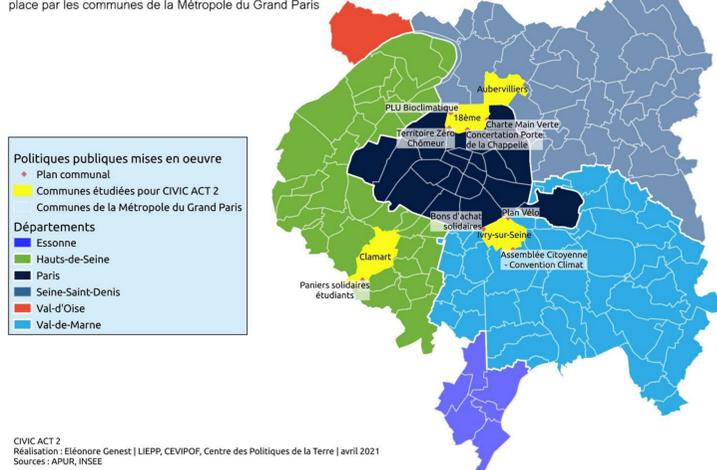
Blanc, N., Gallez, C., Genest, E., Antolinos-Basso, D., Chiche, J., Rochard, H., 2023, Prendre en charge les inégalités environnementales. Le rôle contrasté des mobilisations collectives dans quatre communes du Grand Paris, Soumis à Développement Durable des Territoires.

Blanc, N., Genest, E., Laigle, L., Des chemins pour une adaptation transformationnelle des territoires du Grand Paris, Soumis à Natures, Sciences, Sociétés.

## Questions de recherche

En mettant en dialogue l'étude des inégalités socio-environnementales spatialement objectivées et les mobilisations collectives formelles et informelles dans le champ de l'environnement au prisme de la justice environnementale et des processus participatifs, l'objectif est d'offrir de nouvelles perspectives pour appréhender les liens entre les formes de participation, la reconnaissance des interactions entre sociétés et environnements, et les politiques environnementales. Nous pensons que les citoyens engagés dans des actions collectives et les mobilisations environnementales contribuent à reformuler les questions environnementales dans les politiques locales en lien avec les enjeux de justice. Nous pourrions éventuellement parler de transition socio-écologique juste. En ce sens, nous souhaitons examiner les évolutions de l'action collective sur quatre communes et sa prise en compte par l'action publique.

Communes étudiées et politiques publiques mises en place par les communes de la Métropole du Grand Paris



## Méthodologie

Ce travail s'est concentré sur quatre communes du Grand Paris, qui font l'objet de nombreuses évolutions urbaines et sociétales: Ivry-sur-Seine, le XVIII<sup>e</sup> arrondissement, Clamart et Aubervilliers, selon quatre axes :

- les qualités des territoires concernés en termes d'inégalités socio-environnementales : il s'agit de l'enrichissement, à l'échelle supra et infra communale, d'une base de données permettant de caractériser finement l'occupation des sols, sur le plan social et environnemental
- les politiques menées : convention citoyenne, concertation autour d'un PCAET, agenda 21, plans climats, Plan Biodiversité. Des entretiens avec des élus et agents administratifs ont été menés, ainsi que l'étude de ces différents plans.
- les associations et collectifs engagés dans la transition socio-écologique et leurs liens avec l'action publique : grâce à de nombreux entretiens, il s'agit de l'analyse des possibilités de développement du milieu associatif et de ses relations avec les autorités locales dans l'optique d'une transition socio-écologique.

## Evènements co-organisés :

- 16/03/2023 : *Accompagner les engagements citoyens pour une transformation sociale et écologique*. Restitution des résultats de la recherche-action ACTEES : « Accompagner les citoyen·nes pour la transition écologique, économique et sociale » Soutenue par l'ADEME, Université Paris Nanterre
- 05/12/2022 : *Journée (In)Justices environnementales et climatiques : Les justices au coeur de la transition sociale et écologique des territoires* co-organisée avec le Centre des Politiques de la Terre
- Cycle de séminaires, Urbanising Climate Justice: Grassroots and Governance Perspectives between the Global South and North, Projet soumis à *Urban Science Foundation*.
- Organisation d'un groupe de travail dans le cadre du GREC sur les Classes Populaires, avec Marie-Hélène Bacqué, Lea Billen, Eloi Laurent, Nathalie Ortat, 2022-2023.

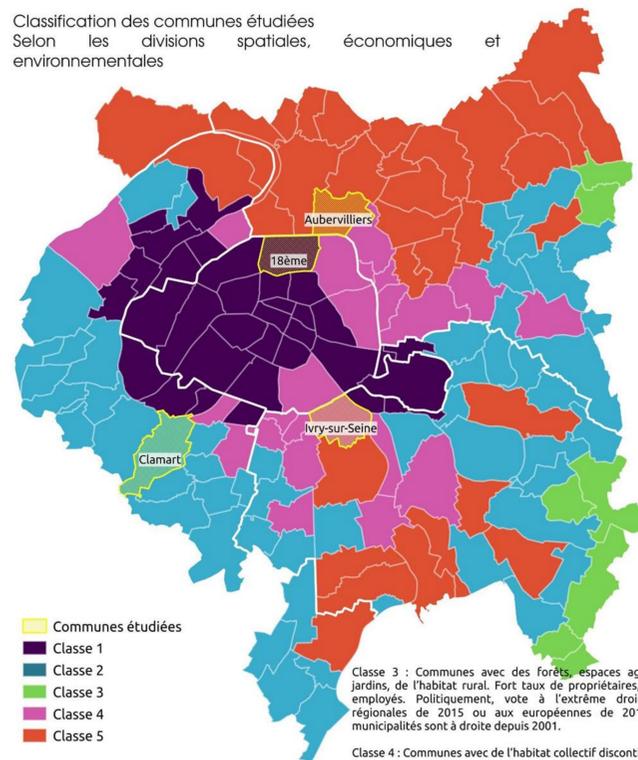
## Dimension interdisciplinaire

Ce projet associe politistes, géographes, mathématiciens, statisticiens et socio-économistes.

La mise en relation des données qualitatives et quantitatives produites par les différentes disciplines impliquées abonde la perspective critique. Il s'agit, d'un côté, de données qualitatives, issues d'enquêtes de terrain réalisées par les géographes, portant sur les rôles et vécus des collectifs à l'échelle locale, ou d'analyses portant sur les milieux politiques locaux réalisées par les politistes, économistes et géographes.

Il s'agit, de l'autre, de données quantitatives, produites par les statisticiens à partir de bases de données sur les différentes formes d'inégalité sociale, économique, environnementale.

Classification des communes étudiées Selon les divisions spatiales, économiques et environnementales



## Premiers résultats

- 18<sup>e</sup> arrondissement : Les citoyens et associations prennent en charge des problématiques sociales et environnementales fortes, souvent en collaboration avec des pouvoirs publics en demande de co-construction.
- Ivry-sur-Seine : Les pouvoirs publics sont dans une démarche de co-construction avec les collectifs avec la prise en compte de certaines revendications du monde associatif, notamment centrées sur les inégalités environnementales et enjeux de justice sociale.
- Aubervilliers : Une forte mobilisation citoyenne sur le thème de l'environnement sur la commune, sur la question de l'accès à plus de végétalisation et la prise en compte des enjeux sociaux. Les pouvoirs publics en charge depuis les élections municipales 2020 sont dans une posture fermée face à ces revendications.
- Clamart : La mobilisation environnementale à l'échelle de cette commune se centre principalement sur un plaidoyer en faveur du cadre de vie, la thématique des inégalités sociales est peu présente dans les discours. Les pouvoirs politiques semblent dans une démarche de fermeture vis-à-vis du monde associatif.